Nº 11-626-X au catalogue — Nº 034
ISSN 1927-5048
ISBN 978-0-660-21968-4

Document analytique

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2014

par Cyndi Bloskie et Guy Gellatly
Direction des études analytiques

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à infostats@statcan.gc.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros sans frais suivants :

- Service de renseignements statistiques 1-800-263-1136
- Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants 1-800-363-7629
- Télécopieur 1-877-287-4369

Programme des services de dépôt

- Service de renseignements 1-800-635-7943
- Télécopieur 1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit nº 11-626-X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de parcourir par « Ressource clé » > « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Notre organisme » > « Offrir des services aux Canadiens ».

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2014

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de licence ouverte de Statistique Canada (http://www.statcan.gc.ca/reference/licence-fra.htm).

This publication is also available in English.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, ses entreprises, ses administrations et les autres établissements. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

.	indisponible pour toute période de référence
..	indisponible pour une période de référence précise
...	n'ayant pas lieu de figurer
0	zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
0[s]	valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
[p]	provisoire
[r]	révisé
x	confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
[E]	à utiliser avec prudence
F	trop peu fiable pour être publié
*	valeur significativement différente de l'estimation pour la catégorie de référence (p<0,05)

Développements récents de l'économie canadienne : printemps 2014

par Cyndi Bloskie et Guy Gellatly, Direction des études analytiques

Cet article de la série *Aperçus économiques* offre aux utilisateurs un aperçu intégré des développements récents qui ont touché la production, l'emploi, la demande des ménages, le commerce international et les prix. Structuré comme un sommaire statistique des principaux indicateurs économiques, ce rapport a pour but d'offrir des renseignements sur les développements récents de l'économie canadienne en mettant en lumière les changements majeurs survenus dans les données économiques à la fin de 2013 et au début de 2014. Sauf indication contraire, les tableaux présentés dans ce rapport sont fondés sur des données désaisonnalisées qui pouvaient être consultées dans CANSIM en date du 18 mars 2014.

Aperçu

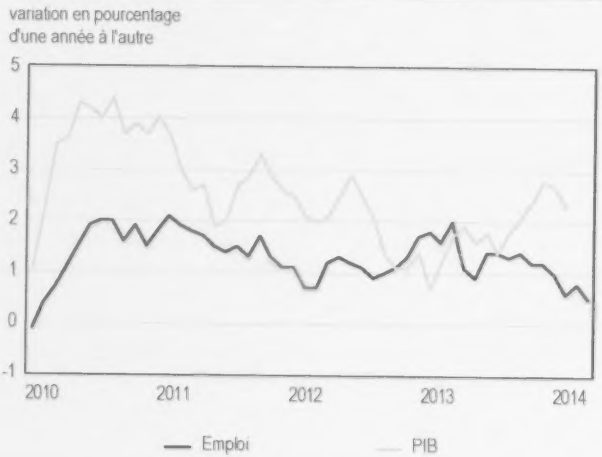
Le rythme de la production et la croissance de l'emploi ont divergé au cours de la deuxième moitié de 2013, le taux de croissance annuel moyen de l'emploi ayant ralenti pour se chiffrer à 1,1 %, soit moins de la moitié de l'accroissement annuel moyen de la production réelle pendant cette période. La croissance de l'emploi a pour ainsi dire stagné pendant le deuxième semestre de 2013, l'économie ayant ajouté 20 000 emplois nets de juillet à décembre. Les ventes au détail ont progressé pendant la deuxième moitié de 2013 en raison des ventes d'autos et d'essence, mais de fortes tempêtes hivernales ont freiné les ventes en décembre. Les mises en chantier de logements neufs ont accéléré légèrement pendant le deuxième semestre, avant de ralentir à la fin de l'année. Les ventes du secteur de la fabrication, entraînées par les biens non durables, ont progressé pendant le deuxième semestre, en dépit d'un repli de fin d'année. Le déficit du commerce de marchandises s'est accru à la fin de l'année.

Le PIB augmente en raison des dépenses des ménages et des stocks

Le produit intérieur brut (PIB) réel, mesuré selon les dépenses, s'est accru de 1,3 % au cours de la deuxième moitie de 2013, progressant de 0,7 % au troisième trimestre ainsi qu'au quatrième trimestre. Cette montée est survenue après une augmentation de 1,1 % pendant la première moitie de l'année.[1]

Les dépenses des ménages ont été le principal facteur ayant contribué à la croissance du PIB pendant le dernier semestre de 2013. Les dépenses des ménages ont augmenté de 0,8 % au quatrième trimestre, après un gain de 0,6 % au troisième trimestre. Les dépenses au titre des biens semi-durables et non durables étaient en tête des récents gains.

Graphique 1
PIB et emploi



Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 282-0087, 379-0031.

L'augmentation des stocks a largement contribué à la croissance du PIB dans la seconde moitié de l'année. Les stocks agricoles se sont accrus au troisième trimestre en raison de récoltes agricoles élevées dans l'Ouest canadien alors que les accumulations du quatrième trimestre étaient attribuables aux biens durables, surtout de véhicules automobiles, et de biens non durables.

Les investissements non résidentiels des entreprises ont influé sur la croissance à la fin de 2013, les dépenses d'investissement en usines et en matériel s'étant repliées pendant la seconde moitié de l'année. Les dépenses au chapitre des bâtiments non

1. Les taux de croissance semestrielle pour les données trimestrielles sur le PIB établi en fonction des dépenses sont calculés en fonction des niveaux moyens du PIB pour les semestres. Par exemple, la croissance du PIB au cours du deuxième semestre de 2013 est la différence en pourcentage entre le PIB moyen pendant la deuxième moitié de l'année (en fonction des données des troisième et quatrième trimestres) et le PIB moyen au premier semestre (en fonction des données des deux premiers trimestres). Les taux de certains trimestres, lorsqu'ils sont indiqués, représentent la variation en pourcentage du PIB entre le trimestre de référence et le trimestre précédent.

résidentiels et des machines et du matériel ont fléchi de 0,3 % pendant cette période, après un gain de 0,9 % pendant le premier semestre de 2013. Une grande partie du repli du deuxième semestre est survenue pendant le quatrième trimestre, en raison de la réduction des investissements dans les structures et les actifs de propriété intellectuelle.

L'investissement dans le logement a progressé de 0,8 % au cours du deuxième semestre de 2012. Cependant, les dépenses dans le logement se sont repliées à la fin de 2013, en baisse de 0,6 % au quatrième trimestre.

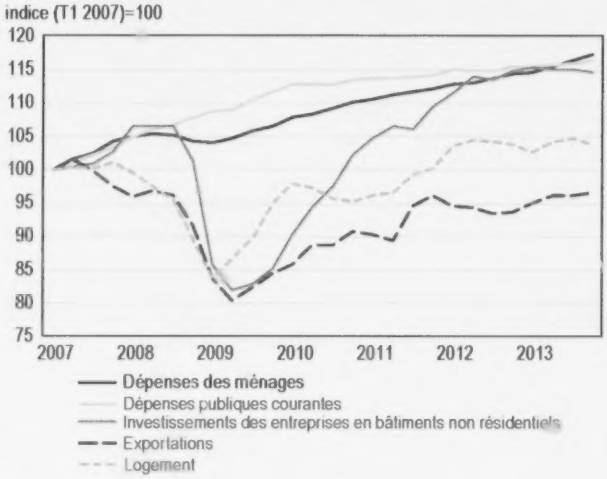
Les exportations ont moins contribué à la croissance de la production au deuxième semestre de 2013 que lors du premier semestre. Les exportations de biens et services se sont accrues de 0,8 % pendant cette période de six mois, en baisse par rapport à la croissance de 2,2 % enregistrée pendant le premier semestre.

Pendant l'ensemble de 2013, la croissance globale du PIB a continué d'être soutenue par les dépenses des ménages, qui ont progressé à un rythme légèrement plus rapide en 2013 (+2,2 %) qu'en 2012 (+1,9 %). L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels a ralenti en 2013, la croissance annuelle étant tombée à 1,4 % par rapport à 6,2 % en 2012, ce qui représente une baisse comparativement à la croissance annuelle à deux chiffres observée à la suite de la récession. La croissance de 2,1 % des exportations en 2013 était plus élevée que celle de 1,5 % en 2012, grâce aux gains du début de l'année.

La productivité du travail du secteur des entreprises s'est améliorée chaque trimestre au cours de 2013, les augmentations de productions réelles surpassant les changements dans les heures travaillées. La productivité s'est accrue de 1 % au quatrième trimestre, alors que l'augmentation de 0,7 % de la production réelle coïncidait avec un recul de 0,2 % dans les heures travaillées. Cette augmentation représentait le plus important gain de productivité du travail sur une base trimestrielle depuis le premier trimestre de 2010. Les augmentations d'un trimestre à l'autre en 2013 contrastent avec les mouvements observés en 2012, alors que la productivité du travail avait décliné ou était resté stable au cours de chaque trimestre.

Le PIB nominal s'est accru de 1,8 % au cours de la deuxième moitié de 2013, au même rythme que la croissance de la première moitié de l'année. La croissance du PIB au cours de la deuxième moitié de l'année, mesurée selon les dépenses, a été alimentée par des hausses dans les sociétés au troisième trimestre et des hausses dans la rémunération des salariés au quatrième trimestre. L'excédent d'exploitation net des sociétés a augmenté de 4,1 % au troisième trimestre, avant de reculer de 0,4 % au quatrième trimestre en raison de marges plus faibles pour les sociétés financières. La croissance trimestrielle des salaires et traitements est passée de 0,7 % au troisième trimestre à 1,1 % au quatrième trimestre.

Graphique 2
PIB, agrégats sélectionnés



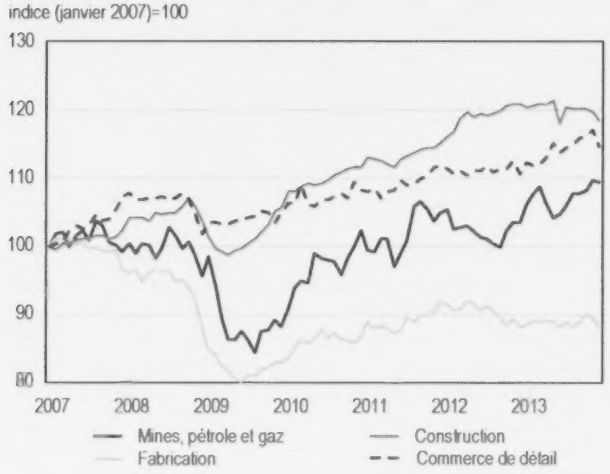
Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 380-0064.

Ralentissement de la production industrielle à cause des reculs généralisés en décembre

Le PIB réel, mesuré à l'échelle industrielle, s'est accru de 1,3 % au cours des six derniers mois de 2013, malgré un repli généralisé de 0,5 % en décembre.[2] Il s'agissait de la plus forte expansion semestrielle depuis la fin de 2011. La production industrielle a progressé de 2 % au deuxième semestre, surtout dans les secteurs de l'extraction minière, de l'extraction pétrolière et gazière et des services publics. La production manufacturière est restée pratiquement inchangée pendant l'année, les gains enregistrés dans le secteur des biens non durables ayant été neutralisés par les replis de la production de biens durables. De même, la production du secteur de la construction est restée stable ou s'est repliée pendant 8 des 12 mois de 2013. Après avoir enregistré d'importantes progressions au cours du premier semestre, la production agricole et forestière s'est repliée à la fin de l'année. Les gains antérieurs ont été alimentés par une récolte exceptionnelle de canola et un redressement du marché du logement aux États-Unis.

2 Les taux de croissance semestrielle pour les données du PIB par industrie sont basés sur des comparaisons des niveaux de décembre 2012 à juin 2013 (croissance au premier semestre de 2013) et de juin 2013 à décembre 2013 (croissance au deuxième semestre). C'est la convention suivie pour les autres données mensuelles dans cet article, sauf indication contraire.

Graphique 3
PIB par industrie



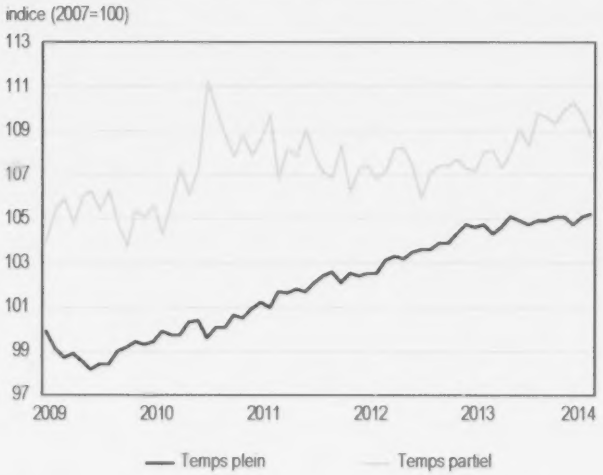
Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 379-0031

Parmi les industries de service, le commerce de détail a augmenté de 0,8 % pendant le dernier semestre, soit environ le tiers du rythme du premier semestre, l'hiver rigoureux ayant vraisemblablement ralenti la demande en décembre. Les services professionnels et scientifiques ont augmenté de 0,4 % au deuxième semestre, après avoir augmenté de 1 % au premier semestre. Le secteur des services d'hébergement et de restauration a enregistré son premier repli semestriel depuis le dernier semestre de 2010. Le secteur public a affiché le gain le plus élevé sur six mois depuis la fin de 2008, des hausses constantes ayant été observées dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'administration publique.

Presque stagnation de la croissance de l'emploi à la fin de 2013

La croissance de l'emploi a pratiquement stagné au deuxième semestre de 2013, l'emploi ayant progressé de 20 000 sur une base nette de juillet à décembre. Il s'agit de la plus faible hausse semestrielle depuis les pertes d'emplois considérables observées au début de 2009. La totalité de l'augmentation a été enregistrée pour des postes à temps partiel, les gains au chapitre des postes à temps plein et des postes de travailleur autonome enregistrés au début de l'année ayant été annulé. L'emploi dans le secteur privé a progressé au cours du deuxième semestre, après avoir peu varié au premier semestre. L'emploi autonome a perdu la plupart des gains du semestre précédent, tandis que l'emploi dans le secteur public s'est replié de 30 000, après une période relativement stable au premier semestre de 2013.

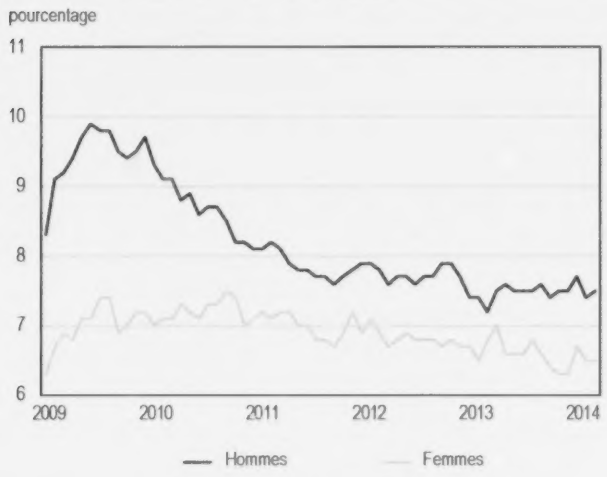
Graphique 4
Emploi par classe



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 282-0087

Dans l'ensemble de 2013, l'emploi a progressé de près de 100 000, après un gain net de presque 300 000 emplois en 2012. Le taux de chômage s'est établi à 7,2 % à la fin de l'année, après être tombé à 6,9 % en septembre et en novembre, ce qui correspond aux plus faibles niveaux observés depuis la fin de 2008. Au début de 2013, l'écart entre les taux de chômage des hommes et des femmes s'était rétréci pour se fixer à 0,4 point de pourcentage, soit la plus petite différence depuis l'automne 2007. En décembre, le taux de chômage des hommes (7,7 %) dépassait toutefois le taux des femmes (6,7 %) d'un point de pourcentage complet. Pendant la récession de 2008-2009, cet écart a atteint un sommet de 2,8 points de pourcentage, le taux de chômage chez les hommes se situant à près de 10 %.

Graphique 5
Taux de chômage par sexe



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 282-0087.

Parmi les provinces, l'Alberta a affiché les augmentations les plus prononcées de l'emploi pendant les deux semestres de 2013, pour enregistrer des gains de 68 000 emplois au total. Au cours de la deuxième moitié de l'année, le Québec a récupéré les pertes d'emplois survenues au début de l'année, tandis que l'Ontario a perdu les gains précédents. Pendant l'ensemble de 2013, l'emploi a également légèrement augmenté en Saskatchewan, et a peu changé ailleurs. L'Alberta a conservé sa première place pour ce qui est des gains hebdomadaires moyens tout au long de 2013, soit un taux de plus de 20 % au-dessus de la moyenne nationale.

Ralentissement de l'investissement des entreprises en 2013

L'investissement des entreprises dans les bâtiments non résidentiels s'est accru de 2,4 % en 2013, en baisse par rapport à 9,2 % en 2012.[3] En 2014, les perspectives indiquent une augmentation de 1,6 %.

Les investissements des entreprises dans des structures non résidentielles ont progressé de 4,1 % en 2013, en raison surtout de l'accroissement des dépenses au titre des services publics. L'investissement dans les machines et le matériel a peu varié par rapport à 2012, les augmentations survenues dans les secteurs de l'agriculture et de la construction ayant été neutralisées par la réduction des dépenses des secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz.

Les secteurs de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont fait état de dépenses d'investissement réduites en 2013, en baisse de 1,3 % par rapport aux niveaux de 2012. Ce repli était principalement attribuable à une réduction de 13 % de l'investissement des machines et du matériel. Les fabricants en 2013 ont enregistré peu de variation de leurs dépenses en immobilisations par rapport à l'année précédente. Les investissements dans les immobilisations structurelles ont diminué de 4,9 % par rapport aux niveaux de 2012, tandis que les dépenses au titre des machines et du matériel ont augmenté de 2,8 %.

Augmentation des déficits commerciaux à la fin de 2013

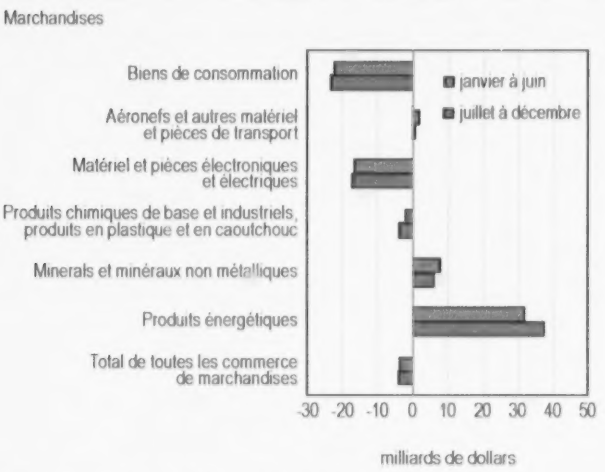
Le déficit du commerce de marchandises du Canada, mesuré de façon cumulative au cours des six derniers mois de 2013, s'établissait à 3,9 milliards de dollars, en hausse par rapport à 3,5 milliards de dollars au premier semestre de l'année. Une grande partie du déficit au deuxième semestre a eu lieu au quatrième trimestre, les importations au cours des trois mois jusqu'à décembre ayant dépassé les exportations de 2,7 milliards de dollars.

La hausse du déficit du commerce de marchandises pendant le deuxième semestre de 2013 faisait état de plus importants déficits commerciaux pour les produits de base et les produits chimiques industriels, les biens de consommation et les produits électroniques et électriques, en plus d'une réduction des excédents commerciaux pour les aéronefs et le transport, ainsi que les métaux et les minéraux non métalliques.[4] Les produits énergétiques, surtout le pétrole brut et le brut bitumineux, ont enregistré un excédent commercial de 5,6 milliards de dollars plus élevé dans la deuxième moitié de l'année, ce qui a largement neutralisé les déficits croissants dans bien des catégories hors énergie.

3. Les données présentées dans cette section sont exprimées en dollars courants et basées sur les estimations annuelles de l'Enquête sur les dépenses en immobilisations et en réparations. L'investissement des entreprises se définit comme la somme de toutes les dépenses d'investissement privées et publiques dans les industries du secteur des entreprises. Les données sur l'investissement de 2013 présentées dans cet article sont des estimations provisoires réelles. Pour en savoir plus, voir http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/140226/tdq140226-fra.htm.

4. Tous les produits mentionnés dans cet article sur le commerce de marchandises sont définis au niveau de la section (c. à d. le niveau à deux chiffres du système de classification des produits de l'Amérique du Nord).

Graphique 6
Soldes commerciaux en 2013, certaines marchandises



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 228-0059.

Progression des exportations en raison des gains de l'énergie

La valeur totale des exportations au deuxième semestre de 2013 a augmenté de 1,7 % par rapport au premier semestre, en raison de croissances plus robustes en août, en septembre et en décembre.

Les deux principales exportations du Canada par grande catégorie (les exportations d'énergie et de véhicules automobiles et de leurs pièces) ont enregistré une augmentation au cours du deuxième semestre de 2013. Les exportations de produits énergétiques ont ralenti à l'automne en raison d'une réduction des prix à la fin de l'année. Les exportations de véhicules automobiles et de leurs pièces se sont accrues à la fin de l'année, après avoir fléchi en octobre.

Les exportations de produits en métal et de produits minéraux non métalliques étaient de 7,8 % inférieures à celles du deuxième semestre de 2013, en raison d'un fléchissement à la fois des prix et des volumes.

La valeur totale des importations de marchandises au deuxième semestre était de 1,9 % supérieure à celle des six premiers mois. À 41,5 milliards de dollars, les importations en décembre ont atteint un sommet.

Les termes de l'échange pour les produits de marchandises ont reculé à la fin de l'année, après être demeurés stables pendant la majeure partie de l'année. Les prix à l'exportation relatifs aux prix à l'importation ont reculé de 3,6 % d'octobre à décembre, en raison de prix à l'exportation plus faibles de pétrole brut et de pétrole bitumineux.

Redressement des ventes du secteur de la fabrication au deuxième semestre de 2013

Les ventes du secteur de la fabrication ont augmenté de 1.8 % pendant le deuxième semestre de 2013, après une augmentation de 0,3 % au premier semestre. La croissance des ventes au deuxième semestre était la croissance semestrielle la plus rapide depuis la fin de 2011 et était attribuable à des gains mensuels soutenus pendant les mois d'automne, avant un repli de 1,5 % en décembre. À 50,4 milliards de dollars, les ventes mensuelles en 2013 ont atteint un sommet en novembre, le niveau le plus élevé depuis décembre 2011.

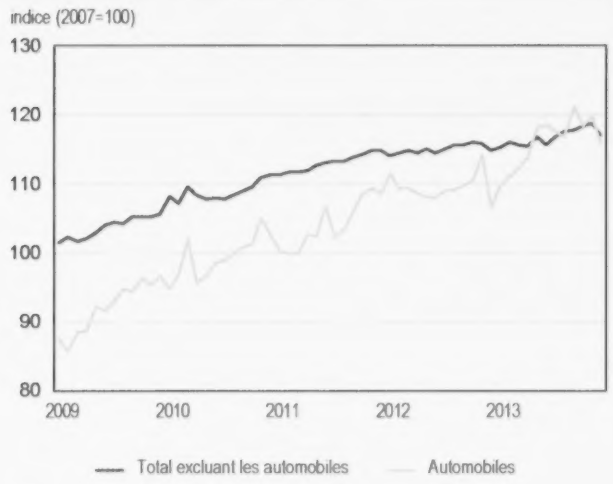
Les ventes des industries de la fabrication de biens non durables ont augmenté de 2,9 % au deuxième semestre de 2013 sous l'impulsion d'une augmentation des ventes des industries des aliments, qui ont progressé d'environ 10 % au cours des deux mois jusqu'en octobre, soit la plus forte augmentation sur deux mois jamais enregistrée.

Pendant le deuxième semestre de 2013, les ventes de biens durables manufacturés se sont accrues de 0,8 %, ralenties par une réduction de la demande de matériel de transport, d'équipement électronique et électrique et d'appareils ménagers.

Progression des ventes au détail en dépit des replis de fin d'année

Les dépenses des ménages se sont accélérées au cours des derniers mois d'été de 2013, avant de diminuer en décembre. Les ventes au détail ont progressé de 2,2 % au cours des cinq mois jusqu'en novembre, surtout sous l'impulsion des dépenses au titre des autos et de l'essence. Les ventes ont diminué de 1,8 % en décembre, les dépenses s'étant repliées dans 9 des 11 sous-secteurs. La réduction de la demande au titre des autos et du matériel de construction était à l'origine de la majeure partie du repli, des conditions hivernales difficiles ayant touchées la plupart des régions du pays. Malgré le recul de décembre, le rythme annuel des ventes d'automobiles était le plus rapide en deux ans. Les articles électroniques et les appareils ménagers ont perdu la totalité de leurs gains préalables enregistrés en octobre et en novembre, tandis que les ventes des supermarchés se sont repliées dans quatre des six derniers mois de l'année. À l'inverse, les recettes de l'essence ont progressé au deuxième semestre, les prix ayant augmenté à la pompe, tandis que le secteur de la santé et des soins personnels a continué d'afficher des gains constants. Malgré un repli de 2,2 % en décembre, les volumes des ventes ont monté de 0,5 % au cours du dernier semestre de 2013, comparativement à une augmentation de 2,3 % pendant le premier semestre.

Graphique 7
Ventes au détail



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 080-0020.

Ralentissement des mises en chantier d'habitations à la fin de 2013

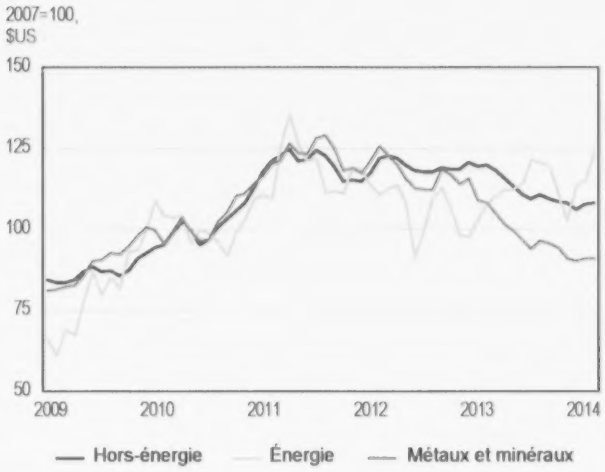
Après un départ plus lent en 2013, les mises en chantier d'habitations ont légèrement accéléré dans la seconde moitié de l'année. Le rythme mensuel moyen au cours des six premiers mois, de 180 000 unités (désaisonnalisées aux taux annuels), était le plus lent depuis la fin de 2009. Le redressement à une moyenne mensuelle de 195 000 unités pendant la deuxième moitié de 2013 a été atténué par des ralentissements survenus en août et en décembre, en particulier pour les mises en chantier de logements multifamiliaux. En comparaison, les mises en chantier mensuelles d'habitations se sont établies en moyenne à 215 000 unités en 2012.

Le nombre de permis de construction résidentielle a diminué à la fin de l'année, après plusieurs mois de gains à deux chiffres au début de 2013. La variation d'une année à l'autre du prix des maisons neuves a ralenti de façon constante au cours des six derniers mois de l'année, pour clore le mois de décembre à 1,3 %, ce qui représente la croissance la plus lente en près de quatre ans.

Redressement des prix des produits de base et des matières brutes à la fin de l'année

Les prix des produits de base se sont redressés à la fin de l'année, sous l'effet d'une augmentation des prix de l'énergie en décembre. Les prix de l'énergie ont continué à augmenter en début d'année 2014 et, en février, avaient atteint leur plus haut niveau depuis le milieu de 2011. Excluant l'énergie, les prix des produits de base ont diminué pendant cinq des six derniers mois de 2013, et d'une année à l'autre, ils ont diminué au cours des onze derniers mois. Les prix des métaux et des minerais ont diminué pendant tous les mois sauf un tout au long de l'année, freinés par les faibles prix du cuivre, de l'aluminium, de la potasse et de l'or, avant de se redresser légèrement au début de 2014. Les prix agricoles se sont repliés au cours de chaque mois du deuxième semestre de 2013, épongés en partie par les gains constants de la pêche et de la foresterie, ce dernier secteur ayant tiré profit de la reprise du marché de l'habitation aux États-Unis.

Graphique 8
Indice des prix des marchandises

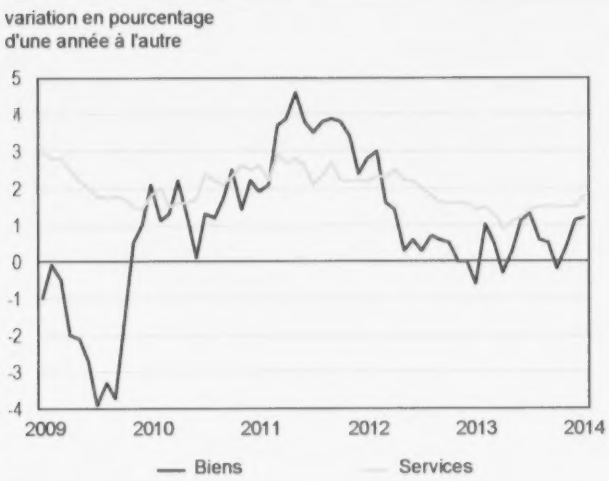


Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 176-0075.

L'inflation des prix à la consommation demeure faible

Les prix mensuels à la consommation, avant désaisonnalisation, étaient stables ou en baisse pendant quatre des six derniers mois de l'année. En décembre, le taux général d'inflation d'une année à l'autre s'établissait à 1,2 %, ce qui constituait le 20e mois consécutif où le taux annuel d'inflation se situait au-dessous du taux cible de la Banque du Canada de 2 %, la majeure partie de l'effet de ralentissement étant attribuable aux biens durables et semi-durables. Les prix de l'équipement de divertissement à domicile ont continué de se replier, à l'instar des meubles, de l'habillement et des chaussures. À l'exception des prix des aliments et de l'énergie, le taux d'inflation annuel est resté au-dessous de 2 % depuis le milieu de 2011. En janvier 2014, le taux d'inflation d'un mois à l'autre a augmenté à 1,5 %.

Graphique 9
Indice des prix à la consommation



Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 326-0020

Par ailleurs, les prix du secteur de la santé et des soins personnels ont fléchi au cours de chacun des six derniers mois de 2013 sur la base d'une année à l'autre. Les coûts des intérêts hypothécaires sont tombés à leur plus bas niveau depuis 2006, neutralisant en partie une augmentation des prix de l'électricité.

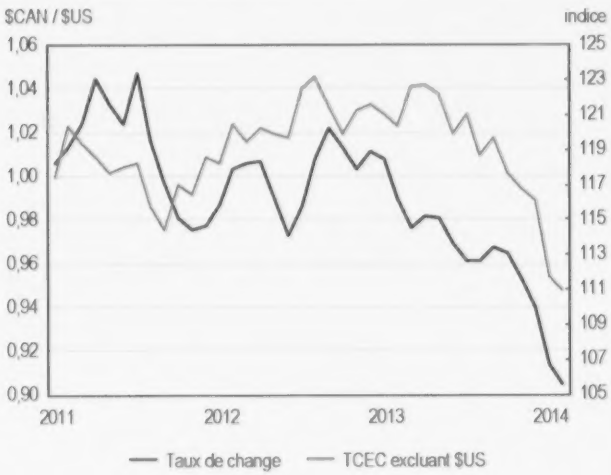
Le taux d'inflation annuel moyen en 2013 se situait à 0,9 %, en baisse par rapport à 1,5 % en 2012 et à 2,9 % en 2011.[5]

Progression des actions et dépréciation du dollar

Le cours des actions à Toronto a augmenté au cours du deuxième semestre de 2013, affichant un gain de 12,3 %, soit la plus forte hausse semestrielle depuis la fin de 2010. À la fin de l'année, le cours des actions avait recouvré la totalité des pertes des deux années précédentes, grâce aux gains des secteurs de l'énergie et de la finance. Les secteurs des métaux et de l'extraction minière ont connu une certaine reprise, mais ils demeuraient 20 % au-dessous du sommet atteint récemment au début de l'année. Les prix de l'or ont poursuivi leur repli constant et en décembre, ils étaient tombés à des creux jamais vus depuis une décennie, avant de se redresser légèrement au début de 2014.

Après avoir commencé l'année au niveau de la parité par rapport au dollar des États-Unis, le dollar canadien s'est déprécié à 97 cents en juin. Il a poursuivi sa descente tout au long du deuxième semestre de 2013, pour atteindre 94 cents à la fin de l'année. En février 2014, le dollar s'est replié à nouveau, à 91 cents, son plus bas niveau depuis le milieu de 2009. Le dollar canadien s'est également déprécié par rapport aux devises d'autres importants partenaires commerciaux, notamment l'euro et la livre sterling.

Graphique 10
Taux de change

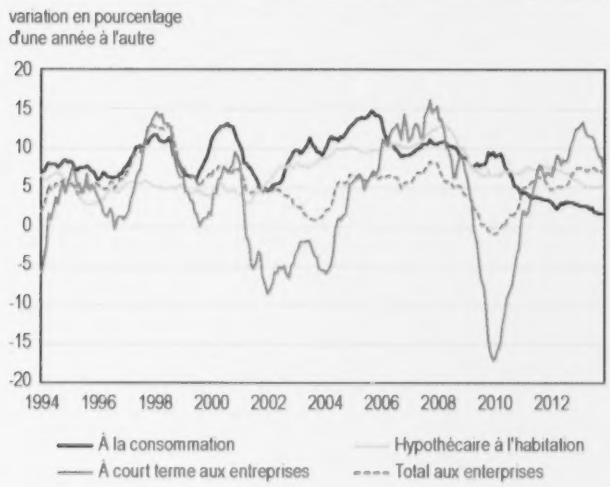


Notes : TCEC : Indice de taux de change effectif du dollar canadien.
Le taux $CAN / $US est fondé sur la moyenne du cours au comptant à midi.
L'indice du TCEC excluant le $US est fondé sur le taux à la fin du mois.
Source : Statistique Canada, Tableau CANSIM 176-0064, Banque du Canada.

Les ménages ont continué de modérer leur recours au crédit. La hausse de 2,1 % du crédit total à la consommation au cours des six derniers mois de l'année était à peine supérieure au rythme des six mois précédents, et les deux augmentations représentaient les plus faibles gains depuis le premier semestre de 1995. La croissance du crédit hypothécaire s'est légèrement accéléré, passant de 2,4 % au cours des six premiers mois de 2013, son niveau le plus faible en douze ans, à 2,6 %. La croissance du crédit à la consommation, de 0,9 % au cours de la première comme de la deuxième moitié de l'année, représentaient les plus petits gains enregistrés en plus de deux décennies. Par ailleurs, la demande de l'ensemble des crédits aux entreprises s'est accélérée en 2013, stimulée par un redressement des obligations et des actions, le crédit à court terme ayant augmenté à son rythme le plus lent en deux ans.

5. Pour plus d'information, consultez Indice des prix à la consommation : Revue annuelle à l'adresse http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/140124/dq140124b-fra.htm.

Graphique 11
Crédit



Source : Statistique Canada, Tableaux CANSIM 176-0027, 176-0069, 176-0023.

□